

LA TRIBUNE LYONNAISE

JOURNAL INDÉPENDANT

ORGANE HEBDOMADAIRE DES INTÉRÊTS COMMERCIAUX, INDUSTRIELS ET AGRICOLES

Le Journal est mis en vente le Samedi matin.

ABONNEMENTS : Rhône et départements limitrophes... 5 fr. 8 fr. France et Alsace... 6 fr. 10 fr. Union postale... 7 fr. 12 fr.

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste.

A. LEFEBURE, Directeur et Rédacteur en chef.
33, RUE THOMASSIN, 33

Adresse au Directeur toutes les Communications et Correspondances concernant LA RÉDACTION ET L'ADMINISTRATION

ANNONCES :

Anglais, 4^e pag. 1 fr. 50 la ligne. Réclames... 1 fr. 50 la ligne. A la 1^{re} page... 2 fr. Chronique... 3 fr. 50

Les Annonces sont reçues : — A LYON, au Bureau du Journal 33, rue Thomassin ; — A Paris, à l'Agence Ewig, 9, rue d'Amboise

A NOS ABONNÉS

Nos souscripteurs du dehors, dont l'abonnement expire le 1^{er} septembre, sont priés de le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard ou toute irrégularité dans l'envoi du journal.

L'Assemblée générale du 11 juillet a décidé que le prix de l'abonnement serait désormais fixé comme suit pour tout le monde :

Six mois Un an
Rhône et départements limitrophes... 5 fr. 8 fr.
Autres départements et Alsace... 6 fr. 10 fr.
Union postale... 7 fr. 12 fr.

On s'abonne sans frais dans tous les bureaux de poste, et on peut renouveler sans frais son abonnement, en versant le montant en espèces.

Mais le meilleur mode de renouvellement consiste à nous envoyer un mandat-poste à l'ordre du directeur du journal.

Pour ceux qui le préféreront, nous nous rembourserons sur eux, les frais restant à leur charge ; et ce sera le cas de ceux qui ne nous auront pas transmis d'avis contraire avant le 1^{er} septembre.

Les abonnés de la ville et de l'agglomération voudront bien remettre le montant de leur renouvellement, soit à un de nos administrateurs, soit au marché de Vaise, entre les mains de notre gérant ou de notre comptable, soit enfin dans nos bureaux.

Nous rappelons à ce sujet que nos bureaux sont ouverts tous les jours, excepté les dimanches et fêtes, le matin de 8 heures à midi, et le soir de 2 heures à 6 heures.

Faveurs officielles et intérêts locaux

« On voit assez fréquemment paraître, dans le Journal officiel (1), sous la rubrique : « Ministère du commerce », le programme *in extenso* d'une école dite « des hautes études commerciales », que vient de fonder la chambre de commerce de Paris, et on peut remarquer que cet établissement jouit de certaines faveurs administratives qu'on ne semble pas avoir accordées aux établissements similaires, comme celui que nous possédons à Lyon sous le nom d'« Ecole supérieure de commerce » et comme il y en a dans quelques autres villes telles que Marseille, Rouen, le Havre, etc. »

« Ainsi, nous n'avons jamais vu que le Journal officiel ait publié les conditions d'admission à notre école, ni qu'il publie la liste de nos élèves admis soit aux concours d'entrée, soit aux concours de sortie, et nous n'avons pas entendu dire que M. le ministre du commerce délivre à ceux de nos jeunes gens, qui ont satisfait aux épreuves définitives, des diplômes de capacité comme il le fait pour les écoles commerciales placées sous le patronage de la chambre de commerce de Paris. »

« Nous avons tout autant d'intérêt que cette dernière à ce que nos établissements d'enseignement commercial aient des élèves ; nous ne voyons pas en quoi l'instruction qui se donne chez nous est inférieure à celle des écoles de commerce de la capitale, qui n'y a pas plus de droits qu'aucune autre ville de France. »

« Ce que nous lui demandons c'est de rester neutre, et de laisser le champ libre à une concurrence loyale entre la province et Paris qui a déjà bien assez de prérogatives naturelles. »

« Or, non seulement nous n'avons pas ces faveurs si considérables qui résultent d'un patronage officiel que rien ne nous semble autoriser et qui, dans tous les cas, devrait être égal pour tous, mais nous apprenons que M. le ministre du commerce a supprimé une modeste subvention qu'avait notre école supérieure de Lyon, tandis qu'on continue à octroyer des Bourses et toute espèce d'encouragements, plus ou moins justifiés, à celles de Paris. »

« Ces faits nous paraissent devoir être signalés, non seulement parce qu'ils touchent assez directement nos intérêts locaux, mais parce qu'ils impliquent dans le gouvernement une tendance à méconnaître le principe d'égalité pour tous, qui devrait être la base de sa conduite. »

(1) Voir les numéros des 23 juin, 23 juillet et 8 août.

Nous ne pouvons que joindre nos protestations à celles du Petit-Lyonnais : tout pour Paris, rien pour la province ! Et, chose étrange, on rencontre en province des gens à qui la chose paraît tout naturelle. Nos préfectures annoncent à grands frais les concours de Paris et marchandant la publicité à nos Ecoles du Havre, de Marseille, de Lyon ; et, par ricochet, il arrive que nos conseils municipaux, comme pris d'un esprit de vertige, hésitent à favoriser les institutions locales, à les encourager par des bourses, à les développer par leurs subsides et leurs sympathies !

Si on vote quelques bourses, si on institue quelques concours, on lésine d'une part, et d'autre part on passe les jeunes gens au crible d'une mesquine inquisition : on les trouve trop aisés ou trop jeunes, étrangers à la localité ou à nos écoles, issus de souche douteuse et enfin rendus impropres au commerce national par une foule de défauts auxquels on n'avait jamais songé.

Est-ce là de la bonne administration ? est-ce là de l'intelligence ? Relevez le commerce et l'industrie, relevez-les par la science et le nombre des candidats à nos écoles supérieures, relevez-les par vos larges générosités : accueillez toutes les capacités, faites vos rapports et semez vos subsides. Lyon et la France y gagneront.

Tarifs et Transports

Afin de ne pas interrompre la remarquable étude de M. H. sur les tarifs des chemins de fer, nous lui cédon's encore avec plaisir notre tour de parole, en priant nos lecteurs de se reporter à nos articles précédents.

Nous voici arrivés à l'époque où l'admirable conception de nos pères prend corps. La loi du 11 juin 1842 prévoit ces lignes ferrées qui sillonnent aujourd'hui le sol du pays et conduisent au Nord, à l'Est, sur la Méditerranée, sur la frontière d'Espagne, sur l'Océan. C'est la fortune solidement acquise par l'industrie, le commerce, l'agriculture, qui a entrepris ces constructions grandioses, qui ont coûté des milliards.

Pour exécuter ces voies ferrées, l'industrie privée s'est transformée en sociétés ; elle a pour commandite la fortune de tout le monde, du plus humble comme du plus grand.

L'expérience acquise par nos devanciers les a décidés à donner la préférence à la fixité des tarifs. Tandis que les Anglais, les Américains jouissent d'une liberté absolue, nos législateurs n'ont accordé des concessions qu'en obligeant les concessionnaires à ne pas dépasser certains prix « maxima », composés d'un droit de péage représentant la rémunération due pour le capital consacré à la construction, et d'un prix de transport comprenant la dépense occasionnée pour effectuer ce transport. Et ces concessions, il les ont entourées de toutes sortes de précautions.

Avec ces taxes légales, basées sur la nature, la valeur, le poids et le volume de la marchandise, et augmentées des impôts, on a commencé l'exploitation des voies ferrées ; mais au fur et à mesure de l'achèvement du réseau, les distances par rails entre deux points se sont trouvées beaucoup plus considérables que la distance par voie de terre. D'autres considérations sont entrées en compte, nous les résumons :

Nos chemins de fer ont trouvé le commerce, l'industrie, l'agriculture en pleine prospérité ; mais il n'était pas possible de doter de lignes ferrées tous les centres industriels ; il fallait trouver un moyen pour ne pas faire périr ces contrées lointaines au profit de celles situées près des lignes. En Amérique, les chemins de fer attirent l'émigration dans des contrées inhabitées jusqu'à leur construction.

Le courant commercial n'est pas partout le même pas plus que la production du sol ; encourager la fabrication et la culture était la tâche d'une administration habile et intelligente.

La concurrence a exercé une influence sur le prix du transport. — Autrement on risquait de vivre aux dépens du Trésor, qui a garanti un rendement de 4.65 0/0.

Notre législation sur le transport a été constamment la même : responsabilité entière pour pertes ou retard. L'étranger a limité cette garantie et forcé l'expéditeur à s'assurer contre ces risques.

De tout cela il résulte que l'Etat, c'est-à-dire tout le monde, a tout intérêt à la

prospérité des lignes ferrées, que si le gouvernement a multiplié les tarifs, il a demandé d'avance le consentement du public. L'uniformité primitive a ainsi fait place à des tarifs commerciaux. Mais ce n'est pas le caprice qui a établi ces tarifs : c'est le jeu des intérêts, avec l'assentiment de l'Etat et le contrôle du public, qui n'y a mis aucune opposition suivant son droit.

C'est un vieux praticien qui parle : dans mon Manuel du Négociant, édité en 1865, j'ai pris parti pour l'uniformité ; depuis, j'ai vu fonctionner cette uniformité de tarif, et j'ai constaté qu'elle était contraire à l'intérêt général.

Cette uniformité rapportait de 1 à 2 0/0 pour rémunérer le capital employé ; le Trésor public a dû suppléer pour combler le déficit. On a, pour améliorer cette situation, combiné autrement les tarifs.

Les pommes de terre, pour une distance de 457 kilomètres, coûtaient, par 10.000 kilos, 318 fr. 75 c. de port ; depuis qu'on a établi la classification, l'envoi ne coûte plus que 141 fr. 25.

Un destinataire ne pouvant faire venir 10 000 kilos à la fois, paie en Allemagne pour une distance de 457 kilomètres, pour les farines, aluns, légumes, sucres, etc., 128 0/0 plus cher.

Pour asphaltes, bitumes, poteries communes, etc., 240 0/0 plus cher. Pour betteraves, bois à brûler, etc., 363 0/0 plus cher.

Les objets fabriqués, expédiés par charge incomplète ou inférieure à 5.000 kilos, voient leurs prix de transport surélevés, pour une distance de 100 kilomètres, de 26 fr. 87 centimes.

Par moins de 10.000 kilos, de 72 fr. 50 centimes.

Nous n'arriverons probablement jamais à l'idéal de l'équité, mais s'en rapprocher est notre premier devoir.

Les prix de nos transports sont établis suivant la valeur, l'importance de l'envoi et le délai de livraison.

Le but de notre tarification est de contribuer au bien-être général. Nous ne prétendons pas défendre tous nos tarifs, mais nous pouvons les réformer en nous entendant ensemble et en fournissant à l'administration supérieure, non pas des théories, mais des bases pratiques.

M. H.

TRIBUNE DES RÉCLAMATIONS

Le marché Saint-Antoine.

Il paraît que certains gens n'aiment pas qu'on leur dise leurs vérités : ils s'en vengent en redoublant de zèle malsain et en dressant des contraventions à tort et à travers. Nous avons, il y a huit jours, soumis quelques observations sur l'inspection de nos marchés et rappelé à plusieurs qu'ils sont les employés d'une administration, les protecteurs-nés du public et des intérêts généraux, non les serviteurs d'un homme quel qu'il soit. Eh bien ! les voilà qui se hâtent de retomber dans la même faute et de commettre le même péché ; pour deux balles de légumes qui ne sont pas destinées à la vente sur place, on menace une brave jardinière de lui dresser une contravention ! C'est bien la peine : le jeu ne vaut pas la chandelle !

Du calme, messieurs : inspectez, surveillez, vous êtes les gardiens de la santé et de l'hygiène publiques ; mais que votre rôle s'arrête là ! Il est bien assez beau pour que vous vous en contentiez ! Remplissez-le avec tout le soin, tout le zèle, toute l'intelligence et tout le dévouement que l'on attend de vous ; mais, de grâce, assez de tracasseries !

Voulez-vous dégoûter les paysans de la République ? Continuez à les obséder de vos menaces et à les tourmenter pour des riens !

Les rues impraticables.

Depuis longtemps, dit le Progrès, on réclame le pavage de la rue Stella sans pour cela obtenir satisfaction.

Les habitants de ce quartier seraient cependant très heureux de voir refaire cette chaussée tout à fait impraticable.

Cette rue n'est pas longue et la sollicitude de l'administration ne devrait pas se faire attendre plus longtemps.

Et la rue Thomassin, — n'est-elle pas toujours la comme le vilain souvenir du vieux Lyon, noir, infect, tortueux, mal aéré, mal bâti, mal pavé ? Ne fera-t-on rien pour la rue Thomassin, puisqu'on a bien songé à sa voisine, la rue Ferrandière ?

Un étrange abus

Est-ce possible ? Nous lisons dans le Facteur, organe de l'Union amicale des facteurs des postes et télégraphes, un fait tellement

énorme que nous nous refusons à y croire. S'il existe il importe qu'il disparaisse. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à le porter à la connaissance de nos Sénateurs et de nos députés, afin qu'ils en avisent le ministre, M. Cochery. Voici l'article :

Il se pratique au bureau de Lyon un abus criant qu'il suffira, nous l'espérons, de signaler à M. le Ministre des Postes et Télégraphes. Cet abus se produit au sujet des feuilles signalétiques semestrielles, dites Feuilles de personnel.

L'agent chargé de recueillir les renseignements sur la position sociale et financière des facteurs appelle individuellement chacun d'eux. Après l'avoir interrogé sur son état d'homme marié ou de célibataire, sur le nombre et l'âge de ses enfants, il aborde la question qui importe le plus à l'administration ; or le colloque suivant s'établit entre eux, à peu près dans ces termes :

— L'agent : Combien faites-vous d'années, sous de montées, vente de timbres-poste ?
— Le facteur : Ma foi ! Monsieur, je fais tant....

— L'agent : Comment ! vous faites tant !... Vous m'annoncez-là des chiffres dérisoires que l'administration n'accepte pas. Prenez garde ! elle fera une enquête.

A ce mot d'enquête, le malheureux facteur, intimidé et voyant déjà sur sa tête les foudres de l'administration, se croit obligé de revenir sur ses chiffres primitifs et annonce parfois des sommes supérieures à celles qu'il touche réellement.

Cette inquisition est déjà d'un goût douteux et peu digne d'une administration française, qui ne devrait pas comprendre dans les appointements de ses employés des gratifications, dont l'appréciation n'est jamais certaine et que les plus simples convenances lui font un devoir d'ignorer.

Mais là ne se borne pas l'abus que nous signalons. Quand l'agent a obtenu la déclaration du facteur, l'agent, à l'exemple du juge d'instruction, qui fait signer ses aveux par le prévenu, présente au facteur deux feuilles à signer. L'une contient les renseignements dont nous venons de parler ; l'autre.... est en blanc.

La case réservée aux annotations du chef de service est en blanc sur les deux feuilles. D'où peut résulter ce résultat piquant et risible que, si celui-ci a sur le sous-agent des appréciations personnelles défavorables, il peut écrire dans la case qui lui est réservée des notes dans le genre que voici : sous-agent déplorable, mauvais serviteur, paresseux, ivrogne, voire même voleur.... et l'administration peut se payer le plaisir de lire ces notes approuvées et ratifiées par la signature même du sous-agent qu'elles atteignent.

Voilà, il faut en convenir, un abus d'autorité qui ne peut s'expliquer qu'en l'inscrivant au compte de la routine administrative, car ce serait faire injure à la haute intégrité de M. le Ministre des Postes et Télégraphes que de supposer un seul instant qu'une pareille mesure ait reçu son approbation.

Conseil municipal de Lyon

Il s'en passe de belles au Conseil municipal de Lyon. Voici le compte-rendu de l'intéressante discussion qui a eu lieu au sujet du règlement de l'octroi, le 11 de ce mois.

Nous recommandons à nos lecteurs les observations du citoyen commandant Dubois : elles valent leur pesant d'or ! Mais nous les relèverons comme elles le méritent !

M. Pasquet, au nom de la commission des finances rappelle qu'une proposition, signée de six membres du conseil et modifiant l'art. 73 du règlement, a été renvoyée à l'examen de cette commission. L'article visé est ainsi conçu :

« Le maire sera autorisé, sauf l'approbation du préfet, à faire remise, par voie de transaction, de la totalité ou de partie des condamnations encourues, même après le jugement rendu. »

M. le rapporteur, au nom de la commission, propose l'addition suivante :

« Le maire pourra déléguer ses pouvoirs à une commission ainsi composée :
« 1^o Du délégué du maire ;
« 2^o De deux membres du conseil municipal ;
« 3^o D'un industriel ;
« 4^o D'un commerçant. »

En aucun cas, le maire ne pourra donner délégué au préfet en chef de l'octroi. M. le maire dit qu'il croyait avoir démontré à la commission tous les inconvénients du système qu'elle propose.

En droit, la faculté de transaction appartient au maire ou à son délégué, la proposition nouvelle lui adjoignant un industriel et un commerçant, aurait pour effet d'introduire l'élément étranger dans les conseils du maire et constituerait un empiètement sur ses attributions ce qu'il ne peut accepter à aucun prix ; du reste, cette commission, nommée par lui, perdrait de ce fait le caractère d'indépendance dont on voudrait la revêtir.

Les auteurs de la proposition ont été sans doute inspirés par un sentiment de protection envers les assujettis qu'ils supposent victimes des tracasseries des employés ; c'est là une erreur ; ces fonctionnaires ne verbalisent que sur des faits précis : Fausse déclaration, refus de laisser vérifier, etc., etc., et comme en cette

matière l'exception de bonne foi n'est jamais admise, l'employé ne peut être taxé d'arbitraire ; il n'y a donc, à ce point de vue, aucune utilité à modifier l'article primitif dans le sens proposé ; mais cependant, pour donner satisfaction à la commission, dans la mesure du possible, je m'engage, si le conseil veut respecter, par sa délibération, le texte de l'ancien article 73, à procéder de la manière suivante :

Les contrevenants seront appelés devant le maire ou son délégué, assisté du conseil de MM. les adjoints ; le préposé en chef de l'octroi, remplace, en quelque sorte, le rôle d'accusateur public, renseignera sur les faits incriminés et, après avoir entendu les délinquants, le conseil prononcera. Un reçu détaillé d'un registre à souche sera remis au comparant, ce qui facilitera le contrôle.

En procédant ainsi, les intérêts de tous seront sauvegardés et vous n'aurez pas introduit l'élément étranger dans une commission où il n'a rien à faire.

M. Dubois adjoint, déclare le système proposé à la commission impraticable. Il y a, dit-il, de 150 à 200 demandes de transaction par mois, les demandeurs ont tout intérêt à transiger immédiatement avec le préposé en chef et à ne pas attendre la décision d'une commission qui, accablée d'affaires, ne pourrait procéder avec une grande célérité.

Du reste, ajoute M. Dubois, les contrevenants dont il est question ne méritent pas l'intérêt que l'on paraît leur porter, ce sont tous des fraudeurs, des contrebandiers qui ne pourraient que bénéficier de l'institution demandée.

M. Minard fait remarquer que lorsque la transaction ne peut s'opérer, le tribunal appelé à connaître de l'affaire inflige une amende qui dépasse rarement la somme demandée par le préposé en chef de l'octroi. On ne peut donc appeler transaction ce qui est une véritable condamnation prononcée par cet employé municipal. Quant à la proposition de la commission des finances, M. Minard ne veut pas se prononcer, mais il croit qu'il y a là une question de droit à examiner.

M. Dubois, sans contredire l'affirmation de M. Minard, veut cependant faire observer que lors même que le tribunal n'inflige pas une amende plus élevée que le chiffre transactionnel, le contrevenant qui transige gagne toujours les frais de poursuite et de jugement et s'affranchit du désagrément de la comparution en police correctionnelle.

M. André dit que si la condamnation confirme le chiffre demandé pour transiger, cela prouve que le fonctionnaire municipal a bien jugé.

M. Minard insiste et dit que le chiffre de la transaction ne peut pas être aussi élevé que celui obtenu par jugement, le mot même « transaction » l'indique.

M. Pasquet, rapporteur, tient à expliquer au conseil que la commission n'a pas eu l'intention de protéger les fraudeurs et contrebandiers dont a parlé M. l'adjoint Dubois ; ces industriels relevant plutôt de l'administration des contributions indirectes que de celle de l'octroi n'ont jamais à transiger avec le fonctionnaire municipal, mais il y a à côté des fraudeurs de profession, des contrevenants par ignorance des règlements, des contribuables honnêtes, coupables d'avoir, par l'omission de déclaration de quelques fromages ou autre menue denrée, porté un préjudice de quelques centimes à la caisse municipale, et frappés, pour ces faits, d'amendes variant de 120 à 150 fr.

Cette catégorie de délinquants est d'autant plus digne de protection que les employés qui verbalisent contre eux sont fortement intéressés à grossir les faits puisqu'ils bénéficient d'une partie de l'amende qui leur est abandonnée à titre de prime, alors que l'autre partie est versée à leur caisse de retraite.

Le maire défend les employés de l'octroi et dit qu'on ne peut les accuser d'agir par cupidité. D'ailleurs, la proposition que j'ai faite, ajoute-t-il, garantit parfaitement les assujettis contre les excès de zèle.

M. Bessières dit que la proposition de la commission, loin d'être illégale, comme on l'a dit, rétablit au contraire la légalité. Le règlement donne à M. le maire le droit de transaction. Eh bien ! jusqu'à présent, le préposé en chef a jugé seul et sans contrôle toutes les affaires, et encaisse le produit des amendes sans donner reçu. C'est là une situation qu'il faut faire cesser, et la proposition de la commission aura cet effet. S'adressant directement à M. Dubois : Vous avez, dit-il, accusé les auteurs de la proposition de protéger les fraudeurs, les contrebandiers. Eh bien ! je vous déclare que j'ai pris fait et cause pour un de ceux que vous qualifiez ainsi ; il épuisera, s'il le faut, toutes les juridictions, et il se fait fort de prouver non seulement sa parfaite innocence, mais de donner certains détails et de dévoiler certains faits qui établiront de quel côté sont les véritables fraudeurs.

M. Bessières cite l'exemple d'un marchand de fourrages condamné à 260 fr. d'amende pour avoir commis une erreur de 8 kilogrammes de paille dans une déclaration d'un chargement considérable.

C'est pour remédier à ces abus des fonctionnaires, dit-il, que la proposition a été faite ; elle n'a rien d'illégal, rien d'anormal, en ce qu'elle admet des commerçants et industriels à statuer sur les cas de contraventions.

M. le maire a bien formé une commission consultative, composée de gens étrangers à la municipalité ; il n'a pas pour cela enfreint la légalité. M. Bessières propose, en outre, pour évi-

ter les excès de zèle des employés de verser le montant des amendes au bureau de bienfaisance, au lieu de les en faire bénéficier.

Qu'on augmente le traitement des préposés de grade inférieur, dit en terminant M. Bessières, mais qu'on ne leur permette plus de prendre eux-mêmes cette augmentation dans les poches des contribuables.

M. Pasquet appuie les arguments de M. Bessières, et cite plusieurs exemples d'abus commis par les employés, notamment une amende de 106 fr. 25, infligée pour une différence de 500 grammes sur une déclaration; cette différence provenait du déchet de la marchandise déclarée.

M. André combat la proposition de la commission et cite l'exemple des Etats-Unis, où ces choses se passent de la même manière en matière de douanes.

La discussion est close. On passe au vote par appel nominal.

Ont voté pour la proposition de la commission : MM. Julia, Bessières, Ch. Gailleton, Pasquet, Javot, Palandre.

Ont voté contre : MM. Rossignol, Bouffier, Vacheron, Dubois, Commissaire, Chevillard, Robin, Guichard, Vignat, Chaboud, Despeignes, Blain, Enou, Maynard.

Se sont abstenus : MM. Carlot et Minard.

M. Bessières dépose une proposition modifiant celle de la commission : la faculté laissée au maire de nommer la commission d'examen des transactions est remplacée par l'obligation.

Cette proposition est rejetée.

L'article 73, mis aux voix, est adopté.

MM. Robin, Carlot, Javot motivent leur vote.

FRAUDEURS!!

Il est des gens qui ne doutent de rien, se croyant nés avec toutes les aptitudes et propres à tous les emplois. Soldats, il deviennent commandants; simples conseillers municipaux, ils s'élèvent aux premiers rangs d'adjoints. Tour à tour foudres de guerre et foudres d'éloquence, ils ne voient partout que des ennemis à terrasser, des ailes de moulin à combattre, des contrebandiers à arrêter, des fraudeurs à livrer à la vindicte des lois! Eux seuls sont droits et raides comme leur épée; eux seuls peuvent passer aux barrières d'octroi, sans y laisser leur dignité et leur loyauté. Le reste des humains, vil troupeau de contribuables, qui se livrent à cet affreux trafic des entrées et des sorties, ne peut pas en dire autant : ce sont des fraudeurs ou des contrebandiers!

Nous qui savons ce qui se passe, nous qui défendons l'équité contre la justice et la liberté contre l'oppression, nous protestons chaque semaine contre les abus de l'octroi, contre les coups d'Etat des fonctionnaires, nous sommes avec M. Bessières contre M. Dubois! Nous sommes pour l'élément civil, contre l'élément qui ne l'est pas! Nous sommes pour la vérité contre l'erreur, pour le droit contre les tracasseries!

On se trompe d'une ou de deux têtes de moutons dans plusieurs dizaines de lots de vingt et nous sommes des fraudeurs! Non, non; la fraude n'est pas de notre côté!

On se trompe de quelques kilogrammes ou de quelques grammes dans une déclaration, et nous sommes des contrebandiers! Non, non; la contrebande, ce n'est pas nous qui la faisons!

Soyez imitoyables pour les menteurs, qui forment l'exception; mais n'insultez pas à la majorité qui est de bonne foi et qui se trompe sans le savoir! Restez commandant, M. Dubois, si vous trouvez quelque chose à commander; mais descendez de votre chaise curule, vous n'êtes pas capable de comprendre les octrois et vous déplacez les fraudes qui s'y commettent!

Etre commandant pour en arriver là! Ce n'est vraiment pas la peine, pour jouer au despotisme, d'oublier sciemment les règles de la civilité puérile et honnête!

RENSEIGNEMENTS

Les réservistes. — La convocation aux vingt-huit jours d'exercice devant commencer bientôt, il convient de rappeler que les réservistes sont tenus de se présenter les cheveux et la barbe coupés à l'ordonnance; d'apporter leur linge et chaussures ainsi que les vêtements militaires qui leur ont été laissés en quittant le service actif.

Le jour de l'arrivée au corps, les hommes qui tous reçoivent une indemnité de route et de journée, doivent se nourrir eux-mêmes. Ce n'est que le lendemain que la soupe réglementaire leur sera servie.

Depuis la mise en application des nouvelles lois sur le recrutement de l'armée, un grand nombre d'hommes négligent les formalités prescrites par ces lois.

De là, des difficultés et souvent des sources d'ennuis que l'on pourrait éviter si l'on avait soin de se mettre en règle au fur et à mesure que l'on voit changer la condition dans laquelle on se trouve dans l'armée.

Tel est, par exemple, en ce moment, le cas des réservistes de la classe de 1875 qui viennent de passer, il y a cinq jours, dans l'armée territoriale.

Rappelons à ces hommes qu'ils doivent se présenter à la gendarmerie pour retirer les livrets individuels. Dans le même cas se trouvent les hommes de la classe de 1876 placés dans les services auxiliaires, et ceux de la portion de ladite classe passés dans la réserve active le 1^{er} juillet.

Le recensement exécuté en 1881 aux Etats-Unis nous fait connaître la quantité de bétail existant le 1^{er} juin de cette année-là dans les fermes des différents Etats et territoires de l'Union-Amérique. Le bétail qui se trouve dans les villes ou dans les établissements de l'Etat n'est pas compris dans le tableau ci-dessous, qu'il nous a paru intéressant de reproduire :

Chevaux.....	10.357.981
Anes et moutons.....	1.842.932
Bœufs d'attelage.....	993.970
Vaches à lait.....	12.443.590

Autre bétail à cornes de race bovine.....	22.488.590
Moutons.....	35.191.656
Pores.....	43.683.931

Comparés aux chiffres du recensement de 1870, ces nombres indiquent une augmentation de 45 0/0 pour les chevaux, de 39 0/0 pour les vaches, de 66 0/0 dans l'autre bétail à cornes de la race bovine, de 24 0/0 pour les moutons et de 90 0/0 pour les pores. Par contre, ils accusent une diminution de 25 0/0 dans les bœufs de trait.

UN PEU PARTOUT

Tout le monde est en vacances. Les distributions des prix sont enfin terminées, professeurs, élèves, ont dirigé leurs pas bien loin de la prison commune, nos honorables se retrempeant qui, dans le sein du suffrage universel, qui, c'est le cas du plus grand nombre — dans des ondes un peu moins amères.

La politique elle-même, paraît prendre ses vacances, M. de Bismarck coupe ses blés, à Varzin et les sans-Culottes écossais forment l'escorte d'honneur du duc de Connaught, — un drôle de nom! — en train de faire un petit voyage d'agrément (?) en Egypte. Le commerce se paie bien aussi ses petites vacances : bon nombre de maisons sérieuses ont fait faire le pont lundi à leurs employés, ce qui a procuré à ces derniers trois jours de congé.

Les beaux-arts, hélas! sont en vacances : nos théâtres sont à louer et le vent était si fort, l'autre jour, dans la salle du conseil de Préfecture, qu'il n'a pas même permis l'adjudication, à la bougie éteinte, de nos théâtres municipaux.

Personne, d'ailleurs, n'avait eu le courage d'éclaircir.

Quant à la musique, Genève vient de convoquer à un tournoi pacifique nos sociétés musicales : la distribution des prix a été splendide et les Lyonnais ont brillé au premier rang. Maintenant Orphée va prendre ses vacances.

La presse quotidienne seule reste attachée à la glèbe. Petit-Jean, qui ne fait pas partie, heureusement, de cette catégorie de *Sisyphes* d'un nouveau genre, adresse de la campagne ses condoléances à ses malheureux confrères.

C'est de la campagne que j'envoie à mes fidèles lecteurs de la *Tribune Lyonnaise*, ma causerie hebdomadaire, je l'écris en plein air, abritée par une tonnelle surchargée de raisins, loin des bruits de la ville et n'ayant pour témoins, que poules et poussins, canes et canetons qui font entendre à l'envie leurs gloussements et leurs joyeux coo-coo.

J'ai profité de l'ouverture de la chasse dans la Drôme, pour y pousser une pointe; à vous dire la vérité, je me soucie de la chasse comme M. Jules Simon de ses convictions républicaines, d'autant, la chose n'est pour moi qu'un prétexte à longues marches en plein champ, au milieu d'une nature splendide, un véritable apéritif qui laisse bien loin derrière lui, tous les Parnodes de la bonne ville de Lyon.

Pour me rendre au charmant village, où je suis en villégiature, j'ai pris le chemin des écoliers, ou plutôt celui des artistes : le Rhône, ce beau fleuve dont les rives si pittoresques, n'ont qu'un défaut, celui d'arroses les plus belles contrées de la France et d'être, par conséquent, inconnu à la plupart d'entre nous. Notre caractère est ainsi fait, nous cherchons à l'étranger les beautés que nous avons sous la main; je ne veux pas essayer de vous les dépeindre, faites comme moi, prenez le *Gladiateur*, descendez le Rhône et vous m'en donnerez des nouvelles.

La récolte est magnifique, le paysan est content — vous savez qu'il l'est difficilement; — la vue de ces belles gerbes chargées d'épis dorés m'a fait ressouvenir de ces paroles de Sully : « Labourage et pâturage sont les deux mamelles de la France. » J'ajouterai même que l'agriculture bien entendue constitue la véritable richesse de notre pays et qu'elle est une de nos gloires nationales que l'étranger peut, à juste raison, nous envier.

Je doute fort que les blés de M. de Bismarck soient aussi beaux que ceux que j'ai vus à X...; les journaux — car nous en recevons, — nous apprennent que ce cher homme est malade. Voulez-vous parier que c'est une indigestion causée par notre refus d'intervenir en Egypte? Quand le chancelier de fer est malade, il couvre quelque noir projet, l'histoire de toutes ses maladies est là pour nous l'apprendre : il a fallu pour la guérison de chacune d'elles un bain de sang. *Caveant consules!*

Ils vont bien, les vertueux Allemands! L'un d'entre eux ne vient-il pas de s'amuser à pendre sa femme et ses cinq enfants, et ce à Berlin, dans la ville des *bonnes mœurs* par excellence. Ces braves *hortogers* n'ont plus même Tropicann à nous envier! Il est vrai qu'il y a des gens qui vous diront que Tropicann n'a jamais existé et que son crime avait été inventé par la police impériale pour attirer l'attention publique et la distraire de questions bien plus sérieuses et plus brûlantes.

Si l'on acceptait cette hypothèse, il n'y aurait rien d'étonnant à ce que le Tropicann berlinois ne fût qu'un Tropicann d'occasion, et le crime un *truc* de la police allemande. Cela nous est parfaitement égal, n'est-il pas vrai?

Un certain nombre d'habitants du cours de Brosses et de l'avenue de Saxe réclame par la voix du *Progrès* l'établissement de bouches d'eau, qui font absolument défaut dans ce quartier; cette réclamation est fort juste et mérite d'être prise en sérieuse considération. Mais pourquoi diable cette lettre se termine-t-elle ainsi : « Il suffira, Monsieur, que vous vouliez bien publier notre lettre, pour qu'une partie du *Jardin de la France* ne périsse par la sécheresse. »

J'avais toujours cru que la Touraine était seule appelée le *Jardin de la France*, mais la Guilloitière!

Plus j'y réfléchis et moins je m'explique ce qualificatif. Il a dû être inventé par quelque candidat à une représentation quelconque pour chauffer à blanc ses électeurs récalcitrants, ou par un mystificateur de première force, car enfin, voyons, entre nous, la Guilloitière *Jardin de la France*? Hum!...

PETIT-JEAN.

Notes et Informations

Statistique scolaire. — Le mouvement qui entraîne les communes vers l'organisation de l'instruction primaire ne se ralentit pas.

Le tableau des subventions accordées et des emprunts autorisés pour installation de maisons d'école, du 1^{er} au 15 juin 1882, donne les résultats suivants : subventions, 2.052.325 fr.; emprunts 1 million 798.900 francs.

Voici maintenant des chiffres intéressants sur la fréquentation des écoles.

Le nombre total des enfants des deux sexes

fréquentant les écoles primaires s'est élevé à 504.936. L'augmentation sur l'année précédente est, en chiffres ronds, de 100.000 élèves. Les écoles publiques laïques ont vu leur population s'augmenter de 143.381 élèves; mais c'est en partie au détriment des écoles congréganistes.

Le nombre des garçons fréquentant les écoles publiques laïques a été de 2.026.681, auxquels il faut ajouter 71.248 enfants fréquentant les écoles libres laïques. Le nombre des garçons recevant l'instruction primaire congréganiste a été de 288.070 pour les écoles publiques et de 182.340 pour les écoles libres.

On voit par ces chiffres que l'enseignement congréganiste n'est suivi que par une proportion relativement assez faible de garçons : 470.410 contre 2.097.929 qui suivent les cours de maîtres d'écoles laïques.

Postes et télégraphes. — Un décret du président de la République, en date d'hier, rend exécutoire la loi du 20 avril 1882, il est ainsi conçu :

Article premier. — Le prix des enveloppes et bandes mises en vente par l'Etat est fixé à un centime par un enveloppe et un centime par trois bandes.

Art. 2. — Le public sera admis à présenter au timbrage des enveloppes et bandes au prix de deux francs le mille d'enveloppes, au prix de un franc vingt centimes le mille de bandes.

Les enveloppes ne pourront être pliées. Les bandes devront être en feuilles.

Les mesures d'exécution seront déterminées par simples arrêtés.

Fonctionnaires de l'Etat. — On nous communique une lettre d'une Commission d'initiative de fonctionnaires de l'Etat, invitant leur collègues à se réunir pour examiner les questions suivantes :

1^o Application stricte de la retenue de cinq pour cent sur les sommes payées à titre de traitement fixe ou éventuel, de préjudice, de supplément de traitement, de remises proportionnelles, de salaires ou constituant, à tout autre titre, un émoulement personnel;

2^o Application de la retenue du douzième à tous les fonctionnaires;

3^o Régler désormais les retraites, pour la partie sédentaire, à un cinquième de traitement, et à un quart pour la partie active, sur la moyenne du traitement des trois années les plus rétribuées;

4^o Remboursements de retenues capitalisées à tout agent qui, pour quelque motif que ce soit, quitte l'administration à laquelle il appartient, avant quinze ans de service. En cas de mort, le même droit est dévolu à ses héritiers;

5^o Nul ne pourra être révoqué, après quinze ans de services, — services militaires, — sans avoir obtenu une retraite proportionnée à ses années de services, sauf le cas d'indignité constatée par une condamnation judiciaire à une peine affective et infamante;

6^o Droit irrévocable à pension après trente ans de services dans la partie sédentaire, et vingt-cinq ans de services dans la partie active;

7^o Nulle retraite liquidée ou à liquider ne sera inférieure à sept cent cinquante francs; toutefois, pour les traitements inférieurs à cette somme, la retraite sera égale au traitement;

8^o Les années de services militaires et les campagnes seront comptées pour la retraite comme services civils;

9^o La pension de la veuve sera la moitié de celle que le mari avait obtenue, ou à laquelle il aurait eu droit; le même droit est dévolu aux orphelins jusqu'à leur majorité;

10^o Toute infirmité constatée postérieurement à la date de l'entrée au service, dûment constatée, donnera droit, sauf celle constatée dans les dix ou la débâche, à tout fonctionnaire ou agent, à une retraite proportionnée à ses années de services, si cette infirmité le met dans l'impossibilité de remplir ses fonctions ou d'en remplir d'autres.

La date de cette réunion sera ultérieurement fixée.

Ecoles primaires supérieures de Lyon

Appartenant au second arrondissement, nous avons pu, dès vendredi dernier, nous procurer sur les écoles primaires supérieures de cette section de la Ville quelques renseignements que nous nous sommes fait un plaisir et un devoir de porter à la connaissance du public avant l'heure même de la solennité. Nous étions inspirés par le désir d'obliger un grand nombre de nos abonnés, dont les fils et les filles fréquentent les écoles si habilement dirigées par M. Guillermain (rue Adelaide-Perrin, 13), et par Madame Guillermain (rue d'Auvergne, 8).

Nous n'entendons pas oublier les écoles supérieures du premier arrondissement, celles de Madame Vacheron (rue Sainte-Catherine, 11), et celle de M. Bonnet (rue de Thon, 3). Cette dernière, qui est un véritable modèle de ces sortes d'institutions, compte parmi son personnel, outre M. Bonnet, directeur, ancien élève de l'Ecole normale de Cluny, MM. Chanron, sous-directeur, Bailly, Coumes, Hurbin Lefebvre, Benque, Barrett, Marc Levy et plusieurs autres professeurs.

L'Ecole de M. Bonnet a fait admettre quatre élèves à l'Ecole normale du Rhône, un à l'Ecole supérieure de Commerce, et a obtenu dix certificats d'études supérieures.

A celle de Madame Vacheron, 22 élèves ont été admises à l'Ecole normale ou reçu pour le brevet élémentaire et le brevet supérieur avec note d'anglais. Parmi ces dernières se trouve l'aspirante qui a obtenu les meilleures notes données pour le brevet supérieure de la session de juillet; deux autres élèves ont passé brillamment leur examen d'anglais et ont été également premières. L'une d'elle a obtenu à la fois son brevet élémentaire et son admission à l'Ecole normale.

L'Ecole a obtenu 5 livrets de caisse d'épargne : le livret de 10 francs donné par la Société du Tonneau; 4 livrets de 5 francs donné par la corporation des ouvriers tonneliers, à MM^{es} Perret, Bois, Genetier et Figarot.

Pourquoi n'y a-t-il pas dans chaque arrondissement des écoles supérieures — et pour les filles, telles que celles de Madame Vacheron et de Madame Guillermain? — et pour les garçons, telles que celles de M. Guillermain et de M. Bonnet? Ce serait une des créations les plus utiles auxquelles notre conseil municipal pût attacher son nom.

Il y a huit jours qu'à eu lieu dans l'Ecole de la Martinière, la distribution des prix aux élèves des deux sexes des écoles supérieures.

Une foule nombreuse assistait à cette cérémonie, pendant toute la durée de laquelle l'excellente musique municipale des sapeurs-pompiers a fait entendre les morceaux les plus variés.

Cette solennité était présidée par M. Gailleton, maire de Lyon. Auprès de lui avaient pris place : MM. Clavel, Vignat, Dubois, Bouffier, Bessières, Valensaut, etc., etc.

M. Gailleton a ouvert la séance par le discours suivant :

Discours de M. Gailleton

Mesdames, Messieurs,

C'est avec une bien vive satisfaction que je préside aujourd'hui la distribution des récompenses aux élèves des écoles primaires supérieures.

En instituant pour la première fois cette fête solennelle, la municipalité a voulu témoigner de sa profonde sympathie pour un enseignement, jeune encore, mais qui répond à toutes nos espérances.

Mous assistons, depuis ces dernières années, au spectacle admirable de la rénovation de l'enseignement public, de la transformation de l'enseignement populaire. La France a sondé ses blessures, elle a mis à nu cette plaie hideuse de l'ignorance et veut la cicatriser à tout prix. Le Parlement a voté les lois réparatrices et, grâce à l'obligation, nul ne pourra désormais priver ses enfants de cet aliment, aliment de l'intelligence aussi nécessaire que le pain de chaque jour. Dans la société actuelle, l'illettré, plus mal partagé peut-être que l'indigent, est condamné à traîner sans espoir son lourd fardeau. Ses efforts sont impuissants pour franchir le cercle de misère qui l'enferme de toutes parts : prolétaire il est né, prolétaire il mourra.

L'illettré est un danger social dans un pays démocratique qui reconnaît le seul suffrage universel pour souverain. N'est-il pas exposé à devenir le jouet des ambitions de toutes robes qui exploitent sa bonne foi et son ignorance.

Un grand pas a été fait, mais combien nous sommes loin encore du but à atteindre.

L'instruction primaire est un minimum qui permet de vivre; c'est la base de l'édifice; reste le monument à élever.

L'instruction primaire assurée aujourd'hui, nous devons préparer l'instruction du jeune homme et de la jeune fille, leur donner cet enseignement complet qui les mènera pour la lutte de la vie.

Dans ces écoles primaires, supérieures et professionnelles, la jeune génération apprend à connaître les chefs-d'œuvre de la littérature qui élèvent l'intelligence et ouvrent l'esprit aux vastes horizons, elle apprend l'histoire de son pays et de l'humanité, les langues vivantes, les éléments des sciences pures et appliquées, les principes des professions manuelles.

Cet enseignement, avec les modifications qu'il comporte pour les jeunes filles, préparera des mères de famille qui seront l'honneur, l'ornement et le soutien du foyer domestique.

Le gouvernement de la République et les municipalités ont ouvert la voie.

A vous, pères et mères, de nous seconder et de vous rappeler que le plus riche héritage que vous puissiez léguer à vos enfants, c'est l'amour du travail et l'instruction. Nous avons aujourd'hui quatre écoles supérieures, il en faut 30 et 5,000 élèves.

Le jour où les écoles supérieures et professionnelles auront continué dans le pays l'enseignement du jeune âge, les grands principes d'égalité et de solidarité auront reçu leur plus féconde application.

MM. les inspecteurs, mesdames les directrices, MM. les directeurs et vos adjoints, la municipalité vous remercie du zèle, de l'activité, du dévouement que vous montrez chaque jour dans la haute et délicate mission qui vous est confiée.

Vous emportez la plus douce des récompenses; le succès de vos élèves.

Soyez assurés que la municipalité vous secondera de tout son pouvoir, et comptez toujours sur son appui.

Jeunes élèves, souvenez-vous que le travail est la condition suprême des sociétés modernes, que sans le travail assidu, persévérant, tout chancelle et s'effondre; travaillez pour vous-mêmes, vous trouverez dans le travail la source des joies les plus pures, et l'assurance de l'avenir; travaillez pour votre famille, pour la cité, pour la patrie. La République fonde sur vous ses plus légitimes et ses plus chères espérances.

Tribunal de Commerce de Lyon

Présidence de M. Fauché

Audience du 29 juillet 1882.

M. Doër, agent de change, et M. Demessieux, son liquidateur, se disant créanciers de X... de la somme de onze mille cent quatre-vingt trois francs quarante-cinq centimes, ont trouvé bon d'assigner X... devant le Tribunal de Commerce de Lyon, en paiement de cette somme pour l'audience du 13 mars 1882.

Ce jour, X... ne s'est pas présenté; le liquidateur a alors prié le Tribunal de renvoyer la cause devant M. Pila, juge.

MM. Doër et Louis Demessieux s'aperçurent alors qu'ils avaient commis une erreur, que X... n'était pas débiteur de la charge, mais bien créancier et qu'ils avaient bénévolement interverti les rôles.

Ils adressèrent une lettre d'excuse à X..., qui ne trouva pas suffisante et les assigna par demande reconventionnelle en vingt mille francs de dommages intérêts, pour réparation du préjudice à lui causé.

Le Tribunal a statué ainsi :

Où M. Pila, juge en son rapport, Attendu que M. Demessieux, agissant en qualité de liquidateur de la charge d'agent de change, dont M. Doër était le titulaire, a fait assigner X... en paiement de la somme de onze mille cent quatre-vingt trois francs, pour solde de comptes d'opérations de bourse.

Attendu que cette affaire appelée à l'audience et renvoyée devant un juge, Demessieux es qualité a reconnu que la mise en cause de X... était une erreur et il l'explique que dans la charge Doër, il y a deux noms semblables, l'un ayant un compte débiteur et l'autre un compte créancier et que ces adresses se sont confondues.

Que dès qu'il a eu connaissance de l'erreur il a immédiatement retiré son assignation et écrit à X... un témoignage de ratification et d'excuse.

Attendu que X... a fait assigner Demessieux es-qualité, en paiement d'une somme de vingt mille francs à titre de dommages intérêts en réparation du préjudice causé par l'instance induite introduite contre lui ainsi qu'il vient d'être expliqué.

Attendu que X... se justifie d'aucun préjudice et dommage matériel.

Que les incidents relevés dans l'assignation ne sont que de pures allégations et suppositions; qu'il n'appuie d'aucunes preuves ni présomptions.

Que la lettre spontanément écrite par Demessieux es-qualité, lettre d'excuse et de rectification l'a mis à même de se justifier et a été une réparation suffisante.

Qu'il n'y a pas de réclamation ne saurait être accueillie.

Attendu qu'il y a bien vu les circonstances de la cause de faire supporter les dépens à Demessieux es-qualité.

Par ces motifs :

Le Tribunal, statuant contradictoirement et en premier ressort.

Joignant les deux instances comme connexes.

Dit et prononce sur la demande principale.

Qu'il s'agit de donner acte aux parties de la déclaration de Demessieux es qualité qu'il s'en désiste.

Sur la demande reconventionnelle, La rejette et en déboute X...

Condamne Demessieux en qualité aux dépens; l'autorise à les prélever en frais privilégiés sur l'actif de la liquidation.

Paidant pour X... M. Ernest Viviant.

Nous ne sommes pas tout à fait de l'avis de notre Tribunal de Commerce, quoique nous respectons la décision qu'il a rendue.

Il est incontestable, en effet, qu'un préjudice a été causé à X..., lequel exerce un commerce important; l'assignation qu'il a reçu en paiement de la somme de onze mille cent quatre-vingt-trois francs pour différences de bourse, et la publication que son nom a reçu à l'audience, pouvaient jeter des doutes sur sa solvabilité et de la méfiance dans l'esprit des personnes appelées à traiter des affaires avec lui, et partant de là, diminuer son crédit.

Le Tribunal de Commerce, qui veut toujours ménager la bourse des agents de change, devrait au moins leur donner le conseil de prévenir toute espèce d'erreur et de ne pas se laisser emporter par l'amour de la chicane.

On doit penser combien serait traité durement le client d'une charge qui assignerait à tort son agent;

Où alors, le principe à l'indemnité serait vite établi, les dommages-intérêts vite prouvés.

Pourquoi deux poids et deux mesures? La justice ne doit-elle pas être égale pour tous?

Nous serions heureux si la publication du présent jugement et nos observations pouvaient empêcher le retour des faits que nous venons de combattre.

E. V.

SÉPARATIONS. (Demandes).

Mme Anne Guerrin, épouse du sieur Jean Vireloux, limonadier, avec lequel elle demeure à Lyon, rue d'Egypte, a formé contre son mari une demande en séparation de biens. Exploit de l'huissier Ruffin du 11 août 1882; avoué, M. Chaine.

Mme Valérie-Louise Rosentiel, épouse de M. Emile Génot, pharmacien, avec lequel elle demeure à Lyon, 1, quai de la Pécherie, a formé contre son mari une demande en séparation de biens. Exploit de l'huissier Ruffin du 11 août; avoué, M. Chaine.

Mme Elise Alluot, épouse de M. Jean Maisonneuve, serrurier, avec lequel elle demeure à Lyon, 1, rue Mulet, a formé contre son mari une demande en séparation de biens. Exploit de l'huissier Berthet du 10 août 1882; avoué constitué, M. Pidard.

Mme Mélanie Dalphin, épouse du sieur Jean Christollet, demeurant à Lyon, rue Romarin, 2, a formé contre son mari une demande en séparation de biens. Exploit de l'huissier Vernez de Lyon, du 11 août 1882; avoué constitué, M. Trillat.

Mme Marie-Jenny-Julie Chapot, demeurant à Lyon, quai de l'Est, 6, a formé contre Pierre-Claude-Henri Vial

phorien-de-Marrugne, Chateaufort. — 23. Verdun, Cronat, Sauvignas, Oyé, Pierreclos. — 24. Autully, Buxy, Bourbon-Lancy, Gendard, Simandre. — 25. Igornay, la Tagnière, Bouhans (8 jours). — 26. St-Sorlin, Grury, Fleury, St-Julien-de-Jouy, Touches, Paray.

Département de la Loire. — 20. Chalmazelles. — 21. St-Appollinaire, Belleroche, Busières, Chavanay. — 23. St-Just-en-Chevalot, Vendrange. — 24. St-Symphorien-de-Lay, St-Galmier. — 26. La Pacaudière.

Département du Jura. — 20. Clairvaux, Champougny. — 21. Salins, Thoiriet. — 22. Châtillon, Orchaux. — 24. Orgelet, Mont-sous-Vaudrey. — 25. Lemuy, St-Aubin.

Département de la Drôme. — 20. Albon, Aneyron. — 21. Vézère, Douzères. — 22. Le Rhône, Bourdeaux, La Lampie, St-Barthélemy-de-Vals. — 25. Pierrelatte, Alex. — 26. Pont-de-Barret, Valence.

ADJUDICATIONS ADMINISTRATIVES

MINISTÈRE DE LA GUERRE

(Service des Subsistances)

Toul (Meurthe-et-Mos.), 25 août :
Blé tendre, 3.500 q. m. — Paille, 500 q. m. — Avoine, 500 q. m.

Troyes (Aube), 26 août :
Blé tendre, 2.500 q. m.

Châlons-sur-Marne, 26 août :
Blé tendre, 2.500 q. m. — Foin, 2.500 q. m. — Paille, 2.000 q. m. — Avoine, 3.000 q. m. — Foin pressé, 7.000 q. m.

Vitry-le-François, 28 août :
Blé tendre, 1.000 q. m.

Le Mans (Sarthe), 29 août :
Blé tendre, 1.000 q. m.

Tarbes (Hautes-Pyrénées), 29 août :
Foin, 4.000 q. m. — Paille, 4.000 q. m. — Avoine, 6.000 q. m.

Belfort (territoire de), 4 septembre :
Foin, 1.000 q. m. — Paille, 1.800 q. m. — Avoine, 1.500 q. m. — Blé tendre, 1.000 q. m.

Châlons (camp de), 5 septembre :
Blé tendre, 5.500 q. m.

Brest (Finistère), 6 septembre :
Blé tendre, 1.000 q. m.

Amiens (Somme), 9 septembre :
Blé tendre, 500 q. m.

Laon (Aisne), 9 septembre :
Blé tendre, 300 q. m.

Soissons (Aisne), 9 septembre :
Blé tendre, 200 q. m.

Paris (Seine), 13 septembre :
Blé dur, 9.000 q. m. — Sucre, 122 q. m. — Café vert, 410 q. m. — Sel, 200 q. m. — Riz, 116 q. m. — Haricots, 116 q. m.

S'adresser, pour tous renseignements à MM. les Sous-Intendants militaires des places d'adjudications, et à M. le Sous-Intendant militaire chargé du service des subsistances à Paris.

LYON

Marché de Lyon-Vaise

Lundi 14 août 1882

ESPÈCES	AMENÉS	PRIX DES 100 KILOS			PRIX extrêmes
		1 ^{re} q.	2 ^e q.	3 ^e q.	
Porcs...	645	142	138	130	120 à 144

Renvoi : 85.

Mardi 15 août 1882

ESPÈCES	AMENÉS	PRIX DES 100 KILOS			PRIX extrêmes
		1 ^{re} q.	2 ^e q.	3 ^e q.	
Bœufs.....	848	158	148	135	110 à 160
Vaches.....	548	108	105	110	96 à 110
Veaux.....	1291	180	180	180	145 à 190

Renvoi : Bœufs et vaches, 165.
Veaux, 0.
Moutons, 830.

Jeudi 17 août 1882

ESPÈCES	AMENÉS	PRIX DES 100 KILOS			PRIX extrêmes
		1 ^{re} q.	2 ^e q.	3 ^e q.	
Veaux.....	137	180	180	180	106 à 114
Moutons...	5806	195	180	160	135 à 196
Porcs.....	1706	142	138	130	120 à 144

Renvoi : 1470 moutons.
0 veaux.

Vendredi 18 août 1882

ESPÈCES	AMENÉS	PRIX DES 100 KILOS			PRIX extrêmes
		1 ^{re} q.	2 ^e q.	3 ^e q.	
Bœufs.....	488	158	148	130	110 à 160
Vaches.....	1193	110	105	110	96 à 112
Veaux.....	1706	180	180	180	145 à 190

Renvoi : Bœufs et vaches, 75.
Veaux, 0.
Moutons, 470.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

Marchés aux Bestiaux de la semaine

PORCS

Il y a eu un peu moins de porcs que la semaine dernière, ce qui explique le relèvement des cours sur les premières qualités, relativement peu marquées, mais indiquant bien la tendance actuelle à la ferme. La marchandise est rare; elle est demandée, donc elle se tient cher. Cependant, n'est-il pas à craindre que la bonne tenue des prix ne fasse reculer les acheteurs qui ont besoin de compléter leurs approvisionnements?

Marché du lundi 14 août.

Charollais.....	125	130	143
Bourguigne.....	45	130	144
Bourbonnais.....	125	128	143
Bressans.....	65	125	141
Dauphiné.....	68	122	140
Mid.....	138	120	144
Divers.....	79	120	140

MOUTONS

Le mardi 15 août, peu d'entrain; 1,291 têtes, renvoi de 830. Les cours se sont cependant maintenus dans les limites précédentes de 145 à 190. Le petit nombre des acheteurs explique le calme du marché.

Jeudi 17 août, il y eut 5806 moutons mis en vente et 970 ont été retirés. Peu d'acheteurs du dehors, d'où un peu de calme dans les transactions, quoique les prix soient restés sans variation. Les premières qualités ont été un peu délaissées, sans éprouver cependant aucune baisse, tandis que la braise a pesé sur les dernières, où les transactions n'ont pas néanmoins manqué d'activité. Cela nous indique qu'il ne faut pas s'attendre en ce moment à de bien grandes variations: il y aura des oscillations de cours, il n'y aura ni baisse ni hausse accentuée. Du moins, telle est l'opinion générale de nos approvisionneurs.

Marché du jeudi 17 août.

Charollais.....	629	180	143
Auvergne.....	1230	170	140
Dauphiné.....	950	160	140
Afrique.....	970	145	160
Italie.....	110	145	175
Savoyards.....	430	150	172
Divers.....	506	136	170

Les cours du vendredi 18 août n'ont guère varié; mais ici, nous ne pouvons que nous répéter: Les moutons mis en vente proviennent pour la plupart des renvois précédents, et le peu de besoin explique le statu quo de 160 à 195 fr.

BOEUF

Mardi, 15 août, vente calme avec baisse de 2 à 4 fr. sur toutes les qualités: cela tient à ce que les acheteurs du dehors se sont tenus sur la réserve. Cette retraite a fait prévoir une baisse, qui s'est produite hier, vendredi, 18 août.

Vendredi, 18 août, baisse insignifiante, surtout sur les premières qualités. Les qualités inférieures ont fléchi un peu plus. Voilà donc vaincu ce mouvement de résistance que nous signalions dans notre dernière revue. En effet, les acheteurs étrangers vont se produire moins, trouvant plus de marchandises dans leurs pays, et il faut se débarrasser un peu à la campagne. Il est donc peu probable que la hausse puisse de quelque temps réagir contre les circonstances que nous subissons.

Marché du mardi 15 août.

Charollais.....	310	118	159
Bourguigne.....	50	120	159
Bressans.....	30	118	158
Auvergne.....	75	110	150
Dauphiné.....	65	112	148
Italie.....	300	120	155
Divers.....	18	112	150

Marché du vendredi 18 août.

Charollais.....	170	122	156
Bourguigne.....	35	120	157
Bressans.....	45	118	156
Auvergne.....	54	110	152
Dauphiné.....	40	112	150
Italie.....	130	120	155
Divers.....	14	112	150

SUIFS

Cours de Lyon, 16 août

Suifs en branche secs, 85 à 88 fr.

Peaux de moutons sèches, de 1,60 à 1,80 lek.

OBSERVATION. — Les peaux rasées sont plus recherchées que les peaux laineuses, elles se vendent de 10 à 15 fr. de plus par 100 kilos.

SALAISSONS ET SAINDOUX

Cours de Lyon.

Lard en bande, 1 ^{re} épais.....	200	210
Lard maigre, poitrine.....	220	230
Saindoux nu, fondu, 1 ^{re} qual.....	170	175
Panne salée.....	175	180
Panne fraîche.....	165	170
Jambon blanc de Lyon.....	230	235
Saucisson de Lyon fin.....	6	6
— 1 ^{re} qual.....	5	5
— 2 ^e qual.....	4	4
— de ménage.....	3	3
d'Arles.....	3	3

BOUGIES

1^{re} qualité, bougie de Lyon..... 94 à 95

2^e..... 90

Fort tendance à la hausse, par suite de l'augmentation du cours des suifs.

FRUITS ET LEGUMES

Avie de la Maison J. BURDIN, commissionnaire, rue Claudia, 17.

Cours du 18 août 1882

Pêches extra, les 100 kil.....	80	100
— belles.....	50	60
— moyennes.....	20	25
Poires beurrées William.....	35	50
— ordinaires.....	15	20
Raisins d'Afrique, 100 k.....	80	100
— du Gard.....	50	60
— d'Espagne.....	125	150
Amandes fraîches.....	40	45
Noisettes.....	50	60
Tomates de Bagnols.....	25	30
Haricots verts fins.....	25	30
— moyens.....	10	15
Haricots à écosser, soissons.....	40	45
— cocos blancs.....	40	42
— cocos rouges.....	25	30
Aubergines, barbares, la douz.....	40	60
Melons en poche, Cantaloup, la d.....	2	2
— brodes de Cavaillon.....	3	4
— Orange.....	3	4

MARCHÉ AUX GRAINS (GUILLOTIÈRE)

Lyon, 16 août 1882.

Blés. — Par suite de la fête de la veille, nous avions peu de monde sur le marché, aussi réunion de peu d'importance. Les prix sur les blés nouveaux ne sont pas encore bien fixés, les uns offrent 25, les autres de 24,50 à 25,50. Il y a eu des offres de la Bresse dans les prix de 25,75 à 26, gare Lyon. En blés du Dauphiné la tendance est restée faible. Il s'est traité quelques lots aux prix ci-dessous :
Blés du Cauphiné, bon choix..... 25 .. à ..
Blés du Dauphiné, ordinaire..... 24 50 à 25 75
Les 100 kil., rendus à Lyon à la culture.

Farines de commerce. — La baisse n'a pas fait de nouveau progrès, mais l'opinion n'est toujours pas avant quinze jours, lors de l'apariation complète des blés nouveaux. Il s'est fait quelques transactions aux cours ci-dessous :
Marques supérieures..... 53 .. à 55 50
Farines de commerce première 51 .. à 52 ..
Farines — rondes 45 .. à 45 50

Le sac de 125 kil., disponible suivant marques, toiles comprises, 30 jours sans escompte, gare de Lyon.

Farines de boulangerie. — Affaires presque nulles. Les prix sont très irréguliers et n'ont rien d'arrêté, surtout pour les farines rondes de toutes provenances, qui trouvent preneurs de 47,50 à 49. Nous cotons comme suit :

Farines de boulangerie 1^{re}..... 53 .. à 56 ..
Farines rondes supérieures..... 50 .. à 50 50
Farines rondes ordinaires..... 48 .. à 49 ..
Le sac de 125 kil., disponible suivant marques, toiles comprises, rendu au domicile de l'acheteur.

Sons. — Vu la rareté des offres, les prix restent cotés comme suit :

Gros sons.....	14	50
Sons ordinaires.....	14	25
Recoupés fines.....	13	50
Recoupés grossiers.....	13	25
Fleurages blancs.....	17	17 50
— bis.....	16	17

Les 100 kilos disponibles dans les minoteries, sans toile.

Seigles. — Pas de changement.

Avoues. — Offres assez nombreuses, mais transactions sans importance.

Le Bourbonnais fait quelques offres à livrer sur les 4 derniers mois, aux prix ci-dessous :

Avoues noirs, de 18 à 18,25.

Id. grises, de 17,50 à 17,75.

Les 100 kil., bateau ou gare Lyon, hors barrières.

Il s'est traité pas mal d'affaires en avoues nouvelles de la Bresse, dans les prix de 16,75 à 17,25 les 100 kil. en gare.

Pour les avoues du Dauphiné, les acheteurs ne voulaient pas dépasser 17,75 les 100 kil. gare Lyon.

à la culture pour disponible immédiat.

Pailles et fourrages. — Marché de la place de la Croix, 9 août.

On a payé dans Lyon octroi compris :

Paille de seigle.....	5 .. à ..
Paille de froment.....	5 .. à ..
Foin de pays.....	10 .. à ..
Luzerne.....	7 50 .. à ..
Regains.....	7 50 .. à ..
Foin de Bourgogne.....	14 .. à 15 50

Nota. — L'avoine paie 1 fr. 75 d'entrée, la luzerne et le foin de toute espèce paient 80 c.; la paille de toute nature paie 60 c.

MARCHES AUX BESTIAUX

Marché de la Villette

Lundi 14 août 1882

ESPÈCES	AMENÉS	RENOIS	les 100 kil.
Bœufs.....	3.297	855	120 à 163
Taureaux.....	163	16	110 à 144
Vaches.....	4.067	171	104 à 196
Veaux.....	1.415	301	140 à 180
Moutons.....	23.485	2.800	106 à 210
Porcs, p. v.....	1.894	52	106 à 120
viande net.....			145 à 168

Jeudi 17 août 1882

ESPÈCES	AMENÉS	RENOIS	les 100 kil.
Bœufs.....	2.637	122	120 à 170
Taureaux.....	101	4	112 à 146
Vaches.....	644	27	108 à 160
Veaux.....	1.453	181	140 à 190
Moutons.....	22.309	800	106 à 216
Porcs, p. v.....	3.798	0	110 à 122
vi. n.....			150 à 172

Peaux de moutons races de.....

— 1/2 laines, de..... 1 50 à 5

Bordeaux (Gironde), 16 août.

Bœufs.....	284	199	68	88
Vaches.....	63	47	60	80
Veaux.....	311	285	70	90
Moutons.....	2700	1900	80	100

Veaux nourrissons..... 20 20 15 30

Genisses..... 7 7 15 30

Nîmes (Gard), 10 août.

Bœufs.....	291	275	130	145
Taureaux.....	145	132	110	140
Moutons français.....	1046	1030	170	177
Moutons étrangers.....	500	500	140	162
Agneaux de lait.....	758	721	130	170
Agneaux de lait.....	123	123	130	120
Veaux.....	161	159	80	87

Villefranche (Rhône), 14 août.

Bœufs ou vaches, amenés 433, vendus de 150 à 160 fr.

Nos approvisionneurs se plaignent beaucoup du mauvais rendement des bêtes, elles sont souvent estimées de 150 à 160 et reviennent une fois abattus de 160 à 170. L'on croit que cela provient des mauvaises qualités des fourrages.

GRAINS & FARINES

Paris, 17 août.

FARINES DE CONSOMMATION. — Les affaires sont un peu plus faciles par suite de la hausse des neuf-marques. On croit que les prix vont remonter.

Marq. de Corbeil, 64 .. à 64 ..
Marq. de choix, 64 .. à 69 ..
Bonnes marques, 62 .. à 63 ..
Marq. ordinaires, 61 .. à 62 ..
Le sac de 150 kil., toile à rendre, franco au domicile des acheteurs, au comptant avec 1/2 % d'escompte, ou à 30 jours sans escompte.

FARINES DE COMMERCE. — Hier la tendance était très ferme et le courant du mois trouvait preneurs à 62,50; ce matin les vendeurs sont plus nombreux et les cours rétrogradent de quelques centimes. Le livrable est également plus faible.

Cours de 5 heures

</

Il faut bien le dire, en même temps que les sciences ont prêté à l'industrie le concours de leurs lumières pour aider à ses progrès et à sa prospérité, elles ont apporté les ressources les plus ingénieuses pour adoucir ses produits de fabrication.

L'introduction de la margarine dans le beurre, des belles matières colorantes dérivées de la houille dans les vins, dans les liqueurs, dans les bonbons, du glucose artificiel dans les sirops de sucre de canne ou de betterave montre bien qu'avec les progrès de la science, les falsifications deviennent plus adroites et plus raffinées.

Il faut aussi que les moyens d'investigation soient plus complets. La simple dégustation impuissante à déceler la fraude, doit trouver dans les procédés chimiques un auxiliaire des lors indispensable.

La création de laboratoires innombrables en Angleterre, aux Etats-Unis, en Allemagne, montre que les corps administratifs se sont sérieusement émus d'un danger menaçant pour la santé publique. Et l'installation récente du laboratoire municipal de Paris indique que notre démocratie éclairée entre franchement dans cette voie de protection effective contre des abus intolérables. Il est à souhaiter que toutes les grandes villes de France suivent cet exemple.

I

Altérations et falsifications des denrées alimentaires. Dangers pour la santé publique et spécialement pour l'ouvrier.

Il n'est point superflu de donner un résumé des falsifications et altérations dont la plupart des denrées alimentaires sont l'objet. Le projet d'organisation pour la surveillance des denrées alimentaires et des boissons que nous présentons à la fin de ce travail tire toute son importance de la rapidité exposée que nous allons faire.

La farine de froment qui sert à fabriquer le pain, l'aliment par excellence du pauvre et de l'ouvrier, est fréquemment additionnée de plâtre, de sulfate de baryte, de craie, de carbonate de magnésie, de sulfate de cuivre, et autres sels métalliques.

Le pain bon marché est plus exposé que le pain de luxe à ces mélanges.

Sous le nom de *farine artificielle*, on importe de Rotterdam une farine mélangée de plâtre et de sulfate de baryte. Le ministère du commerce en Prusse a dû prévenir le public contre l'achat de telles farines. On a constaté une addition de 30 0/0 de plâtre dans certaines farines, et dans d'autres jusqu'à 16 et 20 0/0 de sulfate de baryte.

Ne sommes-nous pas exposés en France à de pareilles importations ?

Pour approprier au four des farines gâtées et rendre plus facile leur maniement, on introduit de l'alun, du sulfate de cuivre. Le dernier sel noirissant en se transformant en sulfure, occasionne des tâches noires dans le pain; aussi a-t-on substitué parfois au sulfate de cuivre le sulfate de zinc.

Bohl et Hulemberg ont rencontré dans les cendres de telles farines falsifiées, de 3, 1 à 3,5 pour 100 d'oxyde de zinc. Le zinc, ainsi que le plomb, peut se trouver dans le pain, surtout quand celui-ci a été cuit dans des fours chauffés avec des bois de déchet recouverts antérieurement d'une couche de peinture de zinc ou de plomb.

Ai-je besoin d'insister sur l'action toxique de ces sels métalliques pour montrer la nécessité de se garder contre les manipulations si dangereuses.

J'insisterai moins sur l'addition à la farine de froment de farine de pois, lentilles, haricots, fèves et lupins; ces additions ne sont pas dangereuses pour la santé. Elles n'en doivent pas moins être reconnues et prévenues, comme étant de mauvaise foi et réduisant la valeur alimentaire.

Pour colorer en jaune les pâtes alimentaires faites avec le gluten de la farine qu'on appelle encore pâtes de Gènes ou d'Italie, nous trouvons que l'emploi du jaune d'œuf et du safran est remplacé par l'acide picrique ou acide phénique trinitré, dont l'action est incontestablement nuisible.

Passons-nous de cet aliment journalier à l'aliment de luxe, aux produits de la confiserie, de la pâtisserie, nous assistons à des abus de toutes sortes.

Au lieu du sucre raffiné de betterave ou de canne, le sirop de fécule sert à sucrer la pâtisserie; il remplace le miel dans la confection du pain d'épice.

La substitution n'est pas nuisible, mais il y a tromperie sur la nature de la chose vendue.

On trouve fréquemment des dragées enrobées de sucre mélangé de plâtre ou de poudre de marbre, du chocolat mélangé de fécule ou de brique pilée, des bonbons de toutes sortes colorés avec les sels de rosaniline, aromatisés avec des produits chimiques artificiels qui peuvent être dangereux. La nitrobenzine est employée comme essence d'amandes amères, l'acétate d'amyle souvent souillé d'alcool amylique, produit dangereux, est utilisé pour de l'essence de poires, etc., etc.; l'énumération serait longue.

Et ces confitures, ces gelées de fruits fabriqués de toutes pièces avec de la gélatine végétale ou animale, acidulée par l'acide tartrique et colorée avec la cochenille ou la fuschine!

Et ces liqueurs fabriquées avec des alcools dénaturés par l'esprit de bois, aromatisées et colorées avec les produits artificiels!

Sans compter les emballages, sacs et boîtes pour bonbons, vernissés à la cire, colorés au minium, toutes conditions propices pour souiller les produits alimentaires.

Ce ne sont pas des observations accidentelles que je rapporte; il existe à Paris une grande fabrique de matières colorantes artificielles, que je pourrais citer, et qui verse dans le commerce des produits colorants de toutes nuances, pour la confiserie ou la liquoristerie. Assurément la part est à faire entre les substances nuisibles et les substances innocentes. Une brioche additionnée de chromate de plomb, pour la colorer en jaune, comme le fait à été prouvé récemment, est plus dangereuse qu'un bonbon coloré avec une trace infinitésimale de fuschine.

Il n'en est pas moins vrai que non seulement le consommateur a droit de ne pas être empoisonné, mais encore à ne point être trompé sur la nature de la denrée qu'il achète. S'il préfère une praline colorée au carmin et non à la fuschine, il ne doit pas être trompé.

Le lait, cet aliment journalier de l'enfant et du vieillard, est privé de sa crème et additionné d'eau. Ce sont là les dénaturations et les falsifications les plus fréquentes, qui sous le même volume donnent un produit moins nutritif et ensuite ont l'inconvénient souvent d'occasionner des diarrhées. On sait combien les nouveaux-nés sont susceptibles; l'enfant de l'ouvrier souvent nourri au biberon, meurt alors d'affections intestinales, liées à l'ingestion d'un lait étendu d'eau, qui devient le siège d'altérations rapides.

Bien plus, l'observation démontre que les organes digestifs du nouveau-né sont excessivement sensibles aux variations de l'alimenta-

tion. Un des grands avantages du lait de la mère est précisément, à côté de sa facile digestion et assimilation, de présenter au nourrisson un aliment de composition régulière. Si on est obligé, comme il arrive dans la classe pauvre, de donner à l'enfant du lait de vache, au moins que ce lait présente une composition à peu près constante, comme il arrive pour un lait non falsifié.

L'écémage et l'addition d'eau sont les falsifications courantes; mais d'autres procédés sont mis en œuvre, quoique plus rarement, pour donner à un lait mouillé les apparences d'un bon lait, ou à un lait altéré par un commencement de fermentation, le caractère d'un lait frais. A l'aide de la colle d'amidon, du plâtre, de la dextrine, de la gomme, des préparations de son, d'orge et de riz, on corrige la transparence et la fluidité. Feser, à Munich, a même trouvé du savon en solution.

Il n'est point rare de trouver, l'été surtout, du lait additionné de carbonate de soude, d'acide salicylique, de borax, pour arrêter la fermentation. Ces produits chimiques ne doivent pas figurer dans un lait vendu comme pur.

Ajoutons que beaucoup de marchands livrent à la consommation des laits de bêtes malades, atteints de maladies infectieuses; on comprend tout l'intérêt du public à rejeter ces produits.

Comme le lait, le beurre subit de nombreuses falsifications, au lieu de 10 à 15 pour 100 d'eau que doit contenir un beurre normal, on en trouve parfois de 25 à 30, et cela au détriment du poids vrai de la marchandise. On ajoute non seulement du sel pour le conserver, mais encore du carbonate de soude, du borax, de l'acide salicylique.

Pour augmenter le poids du beurre, on l'additionne de fromage, de fécule de pomme de terre, de farine de froment, de pomme de terre cuite, on y incorpore un mélange de suif et de graisse de porc, ou du suif avec de l'huile.

Ces falsifications qui paraissent assez faciles à reconnaître sont quelquefois très adroitement dissimulées par leurs auteurs en enveloppant le produit falsifié d'une couche de beurre pur véritable. C'est ce qu'on appelle un *beurre fourré*; une incision transversale complète démasque la fraude.

L'addition de margarine au beurre est une falsification savante, qui se pratique aujourd'hui couramment. Les propriétés physiques de la margarine, qu'on appelle *beurre artificiel*, sont très comparables à celles du beurre véritable. Aussi de nombreux acheteurs sont-ils trompés journellement sur la nature du beurre qu'ils achètent. Si nous ajoutons que la margarine est d'une digestion moins facile, à tel point que le Conseil d'hygiène et de salubrité de la Seine s'est opposé à son entrée dans le régime hospitalier, nous voyons dans cette substitution un préjudice réel causé.

Le beurre est souvent coloré artificiellement tantôt avec des substances inoffensives, tantôt avec des matières plus suspectes.

Une des tromperies fréquentes sur les marchés consiste à livrer comme beurre frais du *beurre rebroyé*, c'est-à-dire du beurre vieux, rance, invendu, qu'on répète avec de l'eau et du sel.

La bière, cette boisson dont l'importance semble croître chez nous de plus en plus, qui peut même devenir à notre table une boisson journalière si les progrès du phylloxéra achèvent d'anéantir nos vignobles, est l'objet de sophistications innombrables.

Au lieu de la fabriquer avec du malt d'orge, du houblon, de la levure et de l'eau, on remplace le malt par du sirop de fécule, par de la glycérine, le houblon par tous les principes

amers qu'on a pu trouver. On a rencontré ainsi des produits dangereux, tels que la narcotine, la buxine, l'absinthine, le principe amer du ményanthos trifoliata, de l'acide picrique et même de la strychnine.

A côté des bières falsifiées, les bières altérées sont très fréquentes. La bière se *pieque*, devient acide. Malgré cette altération elles sont journellement livrées à la consommation dans les débits à bon marché et l'estomac du pauvre en souffre.

Le vin, en raison de sa cherté, est plus que la bière encore l'objet de manipulations frauduleuses.

Le nom de vin ne doit être donné qu'à la boisson préparée, sans aucune addition, par la fermentation alcoolique du suc de raisin. Et cependant sous cette dénomination circulent une quantité considérable de produits provenant d'une fabrication artificielle.

La *gallisation*, la *piétotisation*, sont des manipulations courantes.

Pendant le cuivage on additionne le moût de sirop de fécule (gallisation), d'eau et d'acides. Le docteur Ludwig Gall est l'auteur de ce procédé. On double et on triple ainsi la quantité de vin.

La piétotisation, due à Petiot, propriétaire bourguignon, consiste à laisser fermenter plusieurs fois, jusqu'à 5 fois, les raisins pressurés avec l'eau sucrée. Les produits sont ensuite mélangés et livrés au commerce comme produits naturels.

Les raisins secs importés des climats plus chauds, de la Grèce, de l'Espagne, servent à fabriquer du vin. On les traite par de l'eau tiède et on soumet à la fermentation. On a un produit artificiel qui sert au coupage des gros vins.

Le public doit être protégé contre le débit de ces produits artificiels, non pas qu'ils soient nuisibles à la santé, mais ils n'ont plus la même valeur vénale; étant d'un prix de revient plus faible, ils ne doivent point être payés comme vins naturels.

Si nous disons que des millions d'hectolitres sortent ainsi de véritables fabriques, on comprend l'intérêt du public à être renseigné.

Les vins naturels subissent le mouillage, c'est-à-dire l'addition d'eau, et reçoivent des matières colorantes artificielles. Ils reçoivent des éthers, des essences, qui donnent le bouquet, de la glycérine, de la crème de tartre, de l'alcool. Ils sont additionnés d'acides, d'alun, pour leur donner plus de limpidité et plus de ton.

Certains vins sont plâtrés pour leur conservation; parfois le plâtrage est exagéré et le vin renferme une quantité de sulfate de potasse telle que l'hygiéniste puisse en être alarmé.

La fuschine arsenicale, le plomb ont été signalés dans les vins.

Le café est soumis à de nombreuses falsifications; on trouve d'abord le café brut mélangé, le plus souvent pour en augmenter le poids, avec du gros sable qui en a la couleur.

Certaines fabriques spéciales font, avec de l'argile ou d'autres pâtes, une imitation plastique des grains de café encore verts, dont la ressemblance avec le vrai café est surprenante.

Les grains de café sont également soumis à bien des colorations. Le jaune de chrome (chromate de plomb), qui est préféré à l'ocre, au curcuma, comme adhérant mieux aux grains, est particulièrement dangereux. On cherche aussi à donner une nuance plus foncée au café, en le roulant dans des tonneaux avec du plomb.

C'est la vente du café brûlé et en poudre qui offre le champ le plus vaste pour la fraude. On a mêlé les grains de café brûlé avec de l'argile et du sucre brûlé, on a mélangé le café brûlé en

poudre avec du marc épuisé, fourni par les hôtels des grandes villes, avec un grand nombre de graines et de racines torréfiées et pulvérisées. Le seigle, le blé, les pois, les haricots, les noix de datte, les glands, les racines de poirée, de chicorée, de betterave ont été mis tour à tour à contribution.

La vente de thé ayant servi comme thé frais, la vente de feuilles d'autres plantes sous le nom de thé sont très fréquentes. L'emballage du thé dans des feuilles de plomb ou dans des feuilles de zinc plombifère imprègne le thé de cet élément toxique.

Les vinaigres renferment des acides étrangers (sulfurique, chlorhydrique) puis du plomb, du cuivre.

Les conserves alimentaires sont très fréquemment souillées de plomb et de cuivre.

Les eaux minérales artificielles, l'eau de seltz, la limonade gazeuse, renferment fréquemment des substances toxiques.

L'acide sulfurique servant à la préparation de l'acide carbonique qui charge ces eaux, est généralement préparé avec les pyrites. Il contient de l'arsenic; les eaux gazeuses sont par suite arsenicales. On a trouvé également du plomb et du cuivre dans ces produits d'industrie. Le cuivre provient de l'étamage défectueux des appareils de cuivre servant à leur fabrication et à leur conservation, et le plomb, de l'usage de conduits également défectueux. Ce dernier métal souille surtout les eaux conservées dans des siphons, quand ces appareils sont garnis soit d'étain riche en plomb, soit de plomb.

A côté de ces boissons et denrées alimentaires principales, il est une infinité d'objets usuels, de matières utilisables dans l'industrie, qui doivent préoccuper l'hygiéniste.

Les étains qui servent à l'étamage renferment souvent du plomb. Les jouets d'enfants sont fréquemment colorés avec des couleurs minérales délétères. Les papiers, les tentures, les fleurs artificielles renferment des vertes arsenicales, etc., etc.

Dans cet exposé rapide je n'ai point cherché à faire un tableau complet des falsifications. C'est un livre didactique qu'il faudrait écrire pour énumérer tous les procédés que la fraude a exploités en vue d'un lucre plus facile. Nous nous sommes bornés à des considérations générales pour montrer que la santé publique a un très grand intérêt à ce qu'une surveillance active s'exerce sur les denrées alimentaires.

Est-il besoin d'insister pour démontrer que la classe ouvrière est plus exposée que la classe riche aux dangers des falsifications? Une situation peu fortunée se laisse tenter par le bon marché, et généralement le bon marché recèle la fraude. Les vinaigres bon marché sont des vinaigres provenant de la distillation du bois, et non des vinaigres de vin. Le beurre bon marché renferme des graisses étrangères. Le lait bon marché est étendu d'eau. Le vin bon marché est une piquette artificielle. La bière bon marché ne renferme pas de houblon, etc., etc.

Je le répète : « Un contrôle sévère exercé sur la vente des produits de bouche est commandé par les intérêts les plus immédiats de la classe pauvre. C'est une œuvre philanthropique et démocratique avant tout, que s'impose une municipalité en organisant un service de surveillance sur les denrées alimentaires. »

D^r PAUL CAZENÈVE, Professeur à la Faculté.

Le Gérant : C. BAUDIN.

Lyon, imp. PERRELLON, gr. r. de la Guillotière

FONDS DE CHARCUTIER

A vendre, à la campagne

Bel emplacement, jolie position. S'adresser rue des Trois-Rois, à l'épicerie. Prix : 3.500 fr.

CASINO DE VAISE

BRASSERIE JACOLIN (Pont d'Ecully)

DIMANCHE 13 AOUT

GRAND CONCERT

Avec le concours de

M. et Mme LOMBARD, comiques et artistes d'opérettes;

Mlle Maria BOUDAL, comique;

M. HONORÉ, comique;

M. FRAISE, comique.

Grand succès de

M. FOUARD et son fils âgé de 5 ans gymnasiarques.

Les Médecins, sept types différents : têtes, par M. Lombard.

Les Brigands, grande pantomime en 2 tableaux. — 14 personnages.

Agence d'Affichage et de Publicité

J. MALIGNON

LYON, 36, rue Grolée, 36, LYON

Affichage à Lyon et à la campagne.

Distribution de Circulaires, Lettres de décès. Impressions de tous genres.

LE SAVON PHÉNIQUE

de L. FOUGEROUX, de Lyon

Se recommande par son principe antiparasitaire. Il opère avec succès contre les engelures, crevasses, coupures, boutons et toutes maladies de peau provenant de l'acreté du sang.

Indispensable dans la toilette intime, il préserve des maladies contractées surtout en voyage par le contact des linges ou objets malpropres.

En vente chez les Pharmaciens, Herboristes et Parfumeurs.

(Bouteille : place des Terreaux, 2).

LYON AU ROSBIF LYON

GRANDS

ÉTABLISSEMENTS DE BOUILLON

C. GAILLETON

7, PLACE HENRI IV, près la gare de Perrache

42, PLACE DE LA RÉPUBLIQUE

QUAI de la PÊCHERIE, 1, près la gare Saint-Paul (Terreaux)

SALONS DE FAMILLE

NOTA. — Ces restaurants sont fondés exactement d'après le même modèle que les Bouillons Duval, en si grande réputation à Paris

ADMINISTRATION : Rue de Bonald, 4 — ENTREPOT de VINS : Vente en gros, rue Cavenne, 14

RIVOIRE

MENUISIER EN TOUS GENRES

Plots bois debout pour la Boucherie

Rue de la Pyramide, 108, Saint-Simon

Près le marché aux bestiaux

LYON-VAISE

LEÇONS particulières de français pour demoiselles. — S'adresser au bureau du journal, 33, rue Thomassin, de 2 heures à 5 heures.

Vente de Fonds de Commerce

GRAND BUREAU DE PLACEMENT

DES DEUX SEXES

KLEIN et C^e, rue Dubois, 27

près le Crédit Lyonnais.

MM. les Garçons Bouchers et Charcutiers porteurs de bons certificats seront placés gratuitement.

Boite au Marché de Vaise, chez M. JACQUES, taillandier.

A VENDRE 3 FONDS DIVERS

dans tous les prix.

Vente et Achat de fonds de Boucherie et Charcuterie

BUREAU DE PLACEMENT

Des Garçons Bouchers et Charcutiers

J.-M. MICHON

21, Chemin de Saint-Just à Saint-Simon, 21, LYON-VAISE

Ouvert les jours de marché, de 9 à 2 heures

SUCCURSALE : 48, rue Saint-Jean, 48, LYON

Fonds de Boucherie (après fortune faite). — Loyer 600 fr. Patente 180. — Affaires : 20 moutons, 4 bœufs et 9 veaux. — Prix : 20,000 fr.

Fonds de Boucherie centre de Lyon. — Location : 800 fr. — Patente : 180. — Affaires : 1 bœuf 1/2, 8 moutons et 4 veaux. — Prix : 7,500. Occasion. (Ville voisine. — Après fortune).

Boucherie. — Affaires : 3 bœufs, 10 moutons et 10 veaux. — Location : 750 fr. Patente : 80 fr. — Bail : 15 ans. — Prix : 10,000 fr. — Facilités de paiement.

Plus de cinquante Fonds de Boucherie et Charcuterie à vendre dans Lyon et les environs, depuis 3,000 jusqu'à 20,000 fr. — Bonnes occasions.

On demande des Garçons charcutiers ainsi que des Apprentis bouchers et charcutiers

BALAND AINÉ

TAILLANDIER

USINE chemin de Saint-Just à Saint-Simon, 22

PRÈS LE MARCHÉ AUX BESTIAUX

LYON-VAISE

Spécialité de TAILLANDERIE pour Bouchers, Charcutiers, Cuisine, etc.

ÉTAUX de Paris en bois debout à l'usage des bouchers, charcutiers, restaurateurs

FABRIQUE D'OUTILS EN TOUS GENRES

Aiguillage tous les jours de toutes sortes de pièces

INSTRUMENTS ET OUTILS POUR L'AGRICULTURE

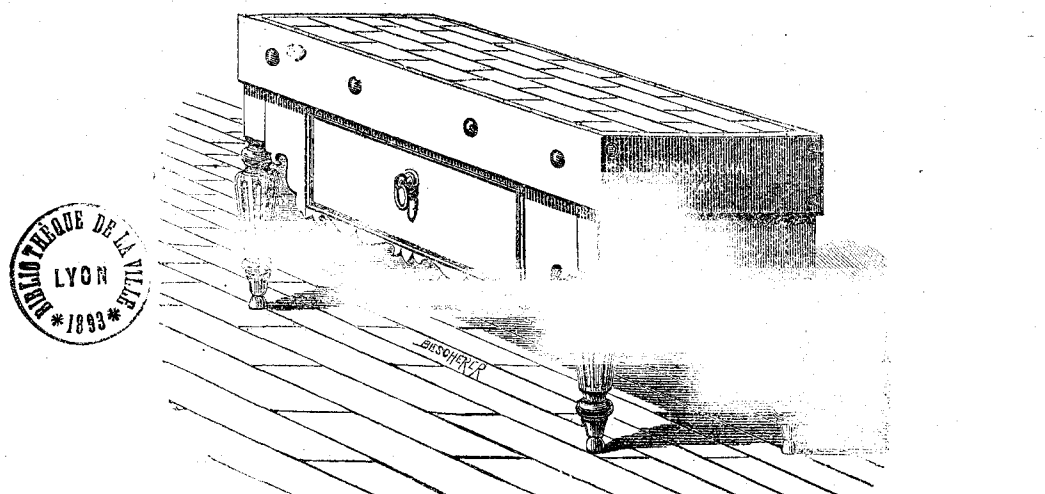
Diplôme d'honneur (Grand Prix) Exposition Internationale 1879

JULES MARESCHAL, A PARIS

185, Rue d'Allemagne (dans l'impasse)

INSTALLATIONS, MACHINES et OUTILLAGE pour BOUCHERS et CHARCUTIERS

ÉTAUX EN BOIS DEBOUT



On fabrique les étaux montés de tous genres et de toutes dimensions en longueurs, largeurs et épaisseurs à la demande des clients. — On livre également des étaux nus, c'est-à-dire sans la monture.

Prix compris les quatre querrues aux angles en fer poli.

En 20 centimètres d'épaisseur et 60 centimètres de large 45 fr. le mètre.

En 25 — — — — — 52 fr. —

En 30 — — — — — 7 fr. —

En 50 — — — — — 125 fr. —

Grilles et fermatures d'hiver en fer, du genre le plus moderne. — Tables en fer à dessus de marbre de toutes dimensions. — Treuils fixes et treuils roulants pour abattoirs, etc., etc.

On peut traiter par correspondance. — Pour les grilles la maison envoie un employé pour prendre les mesures sur place et donner le prix d'avance.

Représenté à LYON, par MM. H. SAURET-GILLON et C^e

70, COURS LAFAYETTE.

ASTHME & CATARRHE
Guéris par les CIGARETTES ESPIC, 2 fr. la Boîte
OPPRESSIONS, TOUX, RHUMES, NÉURALGIES, etc.
Dans toutes les Pharmacies de France. — PARIS. Vente en gros, J. ESPIC, 100, rue Saint-Lazare, 100. — Envoyer la signature sur chaque Cigarette.